

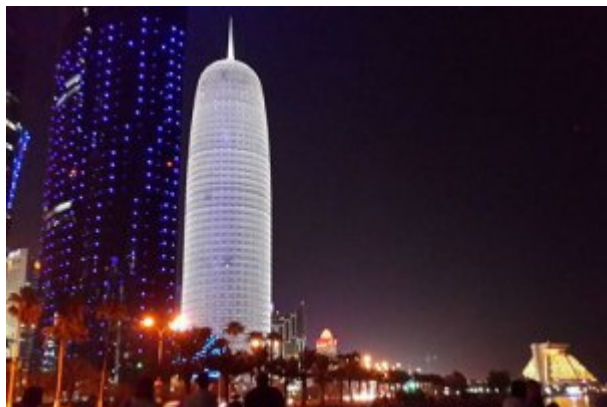
Qatar, un pays mis à l'index par la Péninsule arabe

mercredi 29 août 2018, par [Pascal Le PAUTREMAT](#)

Largement compromis par ses réseaux de financement et de soutien apportés à diverses structures salafistes, à connotations jihadiste, le Qatar paie le prix fort en étant mis à l'index, depuis un an, par les autres pays de la péninsule arabe. Les monarchies du Golfe - qui ne sont pas toutes exemplaires en la matière - ont à cœur de faire en sorte que le Qatar prennent ses distances avec les mouvances radicales à connotation jihadiste.

Des informations de la BBC [1] confirment durant l'été 2018 ce que d'autres sources avaient déjà mentionné en 2017 : il semblerait que le gouvernement du [Qatar](#) ait payé une rançon exorbitante (certains disent 360 millions de dollars, d'autres 1 milliard) au groupe terroriste Al Nusra.

Pas de doute pour les voisins du [Qatar](#) pour qui les révélations de 2017 sont la goutte d'eau qui fait déborder le vase. Les autres monarchies du Golfe, ainsi que l'Egypte, lancent un boycott du Qatar en même temps qu'ils rompent leurs relations diplomatiques avec Doha, en juin 2017. Pour Riyad et Abou Dhabi, la mansuétude du Qatar est dangereuse et inacceptable dans une région instable où, eux-mêmes, s'appliquent à neutraliser les mouvances terroristes et leurs réseaux de soutiens transfrontaliers. Le Qatar, depuis un an, est ostracisé par les autres pays de la péninsule arabe. Les Emirats Arabes Unis, en particulier, exigent que le Qatar prenne ses distances avec les groupes radicaux qui ont bénéficié de sa complaisance.



Le Qatar, ostracisé : le prix d'une collusion avec les filières jihadistes

Les Emirats Arabes Unis condamnent fermement ces soutiens de mécènes qataris en faveur de mouvements qui ont contribué à jeter le discrédit sur le monde arabo-musulman.

Ainsi ces mécènes ont ces dernières années, dans la guerre civile et multiconfessionnelle en Syrie, contribué à la vaste déstabilisation de l'espace syro-irakien, par l'Etat islamique en l'Irak et au Levant (EIIL), apparu dès 2006 dans sa forme initiale et renommé, en 2014, Etat islamique ou Daech. En 2014, les terroristes avaient enlevé une vingtaine de ressortissants qataris venus en Irak pour une expédition de chasse. Les messages obtenus par la BBC montrent que des négociations ont eu lieu dans l'ombre, menées par Doha avec le soutien de l'Ambassadeur Qatari à Bagdad, aboutissant à un transfert important d'argent

liquide. Cela provoque un véritable scandale au sein des institutions émiraties tant la mansuétude du Qatar apparaît contreproductive alors que nombre de pays s'appliquent à neutraliser de tels réseaux transfrontaliers.

Soutien financier, jeu de collusion dogmatique avec le sunnisme ultra-conservateur, le jeu d'une frange qatarie n'est pas sans interrelations en faveur de la renaissance d'un califat dans la région ; renaissance voulue sciemment, par le président turc Recep Tayip Erdogan.

Jeux d'influence et de financement

Au-delà de la problématique des rançons, identifiée par Georges Malbrunot et Christian Chesnot dans leur livre enquête « Nos très chers Emirs » (éd. Michel Lafon, 2016), Abou Dhabi condamne aussi avec fermeté, le jeu de certains riches qataris en faveur de mouvements qui ont contribué à jeter le monde arabo-musulman dans le chaos. En Syrie, par exemple, où, en 2013, le Qatar reconnaissait lui-même avoir livré des systèmes d'armes létales aux rebelles salafistes. Par vases communicants, cela a contribué à la déstabilisation de l'espace syro-irakien, sous le joug de l'Etat islamique en Irak et au Levant, renommé, en 2014, Etat islamique ou Daech, et de diverses autres mouvances jihadistes.

Les griefs des voisins du Qatar sont encore plus larges. Ils accusent Doha d'intervenir tous azimuts et de mettre en place des stratégies d'ingérence déstabilisatrice. Le Qatar sait, en effet, favoriser une politique de lobbying tous azimuts, en faveur du salafisme, jusque dans [les territoires urbains des métropoles européennes, en général, françaises en particulier](#). En 2011, le Qatar créa même un fonds spécial dédié à assurer des investissements dans les banlieues françaises, à hauteur de 100 millions de dollars, afin d'y favoriser la création d'entreprises et le financement de projets associatifs.

De même, assure-t-il un soutien puissant au profit du Hamas, mouvement islamiste au pouvoir dans la bande de Gaza, tout en restant assez proche d'Israël jusqu'à l'opération « Plomb durci » en décembre 2008. Le Qatar joua aussi un rôle d'influence au profit des mouvements jihadistes de Libye, dans le sillage de la crise politique et la guerre qui marque la fin de l'ère Kadhafi.

En même temps, le Qatar, tout en étant proche des jihadistes salafistes, n'est pas réticent à tout lien aux Frères musulmans et, en Tunisie, au parti. Au point d'être vivement décrié en 2017, par [l'Arabie saoudite](#) et les Emirats Arabes Unis, en raison de son jeu trouble afin de promouvoir, en Tunisie, avec Ennahda, l'envoi de jeunes en Syrie en vertu du jihad.

La duplicité du Qatar est alors fustigée par Abu Dhabi comme par l'ensemble des autres pays du Golfe.

Au cœur d'un blocus des pays arabes dont l'efficacité reste sujette à caution

Toutes ces raisons conduisent les Etats du Golfe, à savoir l'Arabie saoudite, les Emirats Arabes Unis, Bahreïn, mais aussi l'Egypte, à mettre en place, le 5 juin 2017, un embargo qui se traduit par des sanctions commerciales et diplomatiques à l'encontre du Qatar.

A priori, le blocus terrestre, maritime et aérien a des conséquences jugées, pour certaines, encourageantes. Ainsi, en matière de communication, les autorités qataries inscrivent dès lors leur chaîne internationale de télévision *Al Jazeera*, dans un état d'esprit de retenue et de modération. En mars 2018, le Qatar constituait même une « black list » de plusieurs dizaines de personnes identifiées comme terroristes. Parmi celles-ci figurent des Qataris eux-mêmes accusés par les autres Etats arabes.

Mais, pour le reste, les avis divergent quant à l'efficacité du blocus d'autant que le Qatar ne semble pas prêt de renoncer à [ses liens avec l'Iran](#), malgré les vifs reproches en la matière des pays du Golfe.

En décembre 2017, [l'Arabie saoudite](#) et les Emirats Arabes unis ont décidé de créer leur propre alliance politique et militaire, en signe de leur désapprobation quant au manque d'unité du CCG face au Qatar.

Un rapprochement stratégique avec l'Iran

Mis en marge au sein du Conseil de Coopération du Golfe, le Qatar opte pour la consolidation d'un partenariat avec l'Iran, en particulier pour l'exploitation d'un gigantesque gisement gazier off-shore (*North Dome*). Ce qui se traduit, d'ici mars 2019, par l'installation de six nouvelles plateformes d'extraction.

Les liens de Doha, avec les pays européens et des Etats-Unis - qui disposent d'une base aérienne à Al-Udeid jusqu'en 2023, tout comme ses relations étroites avec les régimes islamistes comme le Soudan et la Turquie, rendent le Qatar, pour Abou Dabi, suspect à bien des égards. Sans oublier sa stratégie de placement à l'international de ses fonds souverains qui font que le petit émirat qatari maîtrise parfaitement les logiques stratégiques du marketing diplomatique, en Europe comme aux Etats-Unis via son fonds souverain *Qatar Investment Authority* (QIA).

En juin 2018, les tensions semblent en tout cas persister, d'autant que le Qatar doit prochainement être équipé d'une système antimissiles à base de S-400 russes, ce qui n'est pas pour rassurer la monarchie saoudienne ni les autorités émiraties.

Reste à savoir si la bienveillance de pays tels que la France ou la Grande-Bretagne - dont on connaît l'intérêt pour les ressources (pétrole et gaz) et leurs productions et les partenariats financiers - à l'égard du Qatar va perdurer, ou si, à l'inverse, le Qatar tient à changer de positionnement en profondeur. Quelle va être la position des Etats-Unis sur ce dossier, dans la mesure où l'armée américaine dispose de sa base d'Al-Udeid (près de 10 000 militaires) et à laquelle Washington n'est sans doute pas prêt à renoncer. Peut-être est-ce pour éviter toute déconvenue que Doha a ordonné, le 24 juillet 2018, des travaux d'agrandissement de la base américaine d'Al-Udeid, tout en ayant fait savoir, à Washington, qu'elle souhaitait que la présence américaine devienne permanente.

Cela ne pourra se vérifier que sur le moyen et long terme. Dans l'immédiat, selon des sources internes au ministère qatari des Affaires étrangères, le Qatar se préparerait à un durcissement du blocus des Etats voisins, au fur et à mesure que se rapproche la Coupe du monde de football de 2022. Une situation qui n'altère pas les négociations qatari-russes portant sur l'achat de systèmes d'armes à la Russie, au grand dam de l'Arabie saoudite qui estime qu'*in fine*, la sécurité de son espace aérien pourrait être menacée.

Sur le champ économique *stricto sensu*, le Qatar témoigne par ailleurs d'une volonté stratégique de diversification de ses activités afin de se soustraire progressivement à la dépendance aux [hydrocarbures](#) qui lui assurent près de 70% du budget étatique, et mise clairement sur la production d'énergie solaire et la tertiarisation. Le pays s'applique ainsi à trouver de nouveaux partenaires, tant en Afrique qu'en Asie (Inde, Chine) pour attirer les investisseurs étrangers tout en y développant des partenariats industriels.

Août 2018-Pautremat/Diploweb.com

P.-S.

Docteur en Histoire contemporaine et Relations internationales. Président de la société Actiongeos

Notes

[1] Paul Wood, 'Billion dollar ransom' : Did Qatar pay record sum ?, BBC, 17/07/2018, <https://www.bbc.co.uk/news/world-middle-east-44660369>